

**PROGRAMME D'APPUI AU PLAN ET À LA RÉFORME DE L'ÉDUCATION EN
HAÏTI (APREH IV)**

**GÉRÉ PAR L'UNITÉ TECHNIQUE D'EXÉCUTION (UTE) DU MINISTÈRE DE
L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES (MEF)**

ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE No. 3355/GR – HA

FINANCÉ PAR LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)

ÉTATS FINANCIERS

Pour l'exercice terminé au 30 septembre 2020

**PROGRAMME D'APPUI AU PLAN ET À LA RÉFORME DE L'ÉDUCATION EN HAÏTI
(APREH IV)**

**GÉRÉ PAR L'UNITÉ TECHNIQUE D'EXÉCUTION (UTE) DU MINISTÈRE DE
L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES (MEF)**

ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE No. 3355/GR – HA

FINANCÉ PAR LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)

ÉTATS FINANCIERS

Pour l'exercice terminé au 30 septembre 2020

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Lettre d'Accompagnement et Résumé	
Description du Programme	1 – 6
Objectifs et Étendue de l'Audit	6 – 10
Résultats de l'Audit	10 – 11
États Financiers	
Rapport des Auditeurs Indépendants	12 – 13
États des Flux de Trésorerie	14
États des Investissements Cumulés	15
Notes afférentes aux États Financiers	16 – 24
Annexes I – II- III	
Contrôle Interne	
Rapport des Auditeurs Indépendants	25 – 26

**PROGRAMME D'APPUI AU PLAN ET À LA RÉFORME DE L'ÉDUCATION EN
HAÏTI (APREH IV)**

**GÉRÉ PAR L'UNITÉ TECHNIQUE D'EXÉCUTION (UTE) DU MINISTÈRE DE
L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES (MEF)**

ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE No. 3355/GR – HA

**FINANCÉ PAR LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)
ÉTATS FINANCIERS**

Pour l'exercice terminé au 30 septembre 2020

Monsieur Pierre Michel Joassaint
Directeur Exécutif
Unité Technique d'Exécution (UTE)
Ministère de l'Économie et des Finances (MEF)
En ses bureaux

Monsieur Joassaint,

Ce rapport présente les résultats de notre audit des états financiers du Programme d'Appui au Plan et à la Réforme de l'Éducation en Haïti (APREH IV), Accord de Financement non Remboursable No. 3355/GR – HA, exécuté par l'Unité Technique d'Exécution (UTE) du Ministère de l'Économie et des Finances (MEF), financé par la Banque Interaméricaine de Développement (BID), qui sont composés de: l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé au 30 septembre 2020, l'état des investissements cumulés au 30 septembre 2020, ainsi qu'un résumé des règlements comptables importants et tous autres renseignements explicatifs du programme. La Direction de l'UTE est responsable de ces états financiers.

I. DESCRIPTION DU PROGRAMME

Selon l'accord de Financement Non Remboursable No 3355/GR – HA, signé le 20 février 2015, entre la Banque Interaméricaine de Développement (BID), et la République d'Haïti, représentée par le Ministère de l'Économie et des Finances (MEF), un don d'un montant de \$ 24 millions a été octroyé au Gouvernement Haïtien dans le cadre du Programme d'Appui au Plan et à la Réforme de l'Éducation en Haïti (APREH IV). L'objectif principal du projet est d'appuyer les trois (3) piliers suivants du Plan Opérationnel du Gouvernement Haïtien : (1) l'amélioration de

l'accès à l'éducation (éducation préscolaire et fondamentale) ; (ii) l'amélioration de la qualité de l'éducation (avec une attention spéciale à la lecture, l'écriture et le calcul de base) et (iii) le renforcement institutionnel et des capacités de gouvernance du Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP). Les composantes de l'opération sont énumérées ci-dessous:

Objectifs spécifiques par Composante

Composante 1 - Expansion de l'accès à l'éducation

Cette composante contribue à l'atteinte de l'objectif d'expansion de l'accès à l'éducation. Parmi les activités essentielles qui seront financées, peuvent être citées: (i) remplacement de maximum cinq (5) écoles publiques offrant un accès amélioré à l'éducation gratuite à 4, 100 élèves du préscolaire à la 9^{ème} année, en deux vacations, et (ii) offre d'éducation gratuite à 31, 738 élèves d'écoles non publiques des deux premiers cycles de l'enseignement fondamental, promouvant ainsi l'accès et la rétention.

Sous composante 1.1 : Amélioration de l'accès à une infrastructure de qualité

Le MENFP, via l'UTE construira des écoles en tenant compte des leçons apprises dans le cadre d'opérations antérieures, dont : (i) planification améliorée des sites des écoles ; (ii) utilisation de prototypes d'écoles standardisées et de nouvelles directives et normes pour les écoles ; (iii) utilisation de processus internationaux de passation de marchés la construction et la supervision ; et (iv) coordination améliorée entre agences du Gouvernement Haïtien. La sélection des projets de construction d'écoles ciblera le remplacement des quatorze (14) structures temporaires restantes construites après le séisme de 2010 (Accord de Financement Non Remboursable No 2153/GR-HA). Cependant, au cas où les sites s'avèreraient inadéquats pour la construction d'une véritable école, les critères de sélection utilisés dans le cadre d'opérations antérieures seront appliqués pour la sélection des sites, y compris pour le remplacement d'écoles en mauvais état et pour des écoles dans des communautés ne disposant pas d'écoles publiques dans leur voisinage. Certaines ressources seront également utilisées pour fournir des espaces de bureau temporaires pour le personnel du MENFP pendant la reconstruction du nouvel édifice du MENFP dans le cadre de l'Accord de Financement Non Remboursable No 2863/GR-HA. Tout au plus, cinq (5) écoles seront reconstruites et complètement meublées en utilisant des ressources de la Banque.

Sous composante 1.2 : Ouvrir l'accès à l'éducation gratuite via le Programme d'Exonération de Scolarité

Cette composante contribuera à la subvention du paiement de la scolarité pour des élèves inclus au programme EPT/MENFP inscrits en 1^{ère} année, entre 2010 et 2012, jusqu'à la fin de leur éducation primaire (de la 1^{ère} à la 6^{ème} année). Le programme d'EPT a été introduit en 2007, et paie US \$ 90 par enfant par année scolaire à 1, 140 écoles non publiques, au bénéfice de 262, 818 élèves. Des US \$ 90 par élèves, 77% (environ US \$ 69) sont réservés aux dépenses administratives, y compris les salaires des enseignants, et les 23% restants sont réservés à l'achat de manuels scolaires par les écoles. 31, 738 élèves bénéficieront de cette sous-composante.

Composante 2 - Amélioration de la qualité des services

Cette composante sera centrée sur la formation des maîtres pour l'enseignement primaire, sur l'accès aux services de Développement de la Petite Enfance (DPE) et sur la formation des maîtres et du personnel de la DPE.

Sous composante 2.1 : Formation en service des maîtres

Pour faire face aux problèmes du niveau de formation des maîtres, la composante appuiera le MENFP en (i) fournissant une assistance technique pour la tenue d'un registre national des enseignants monté dans le cadre de l'Accord de Financement Non Remboursable No 2643/GR-HA; (ii) élaborant et mettant en place un processus de certification des Institutions existantes de formation d'instituteurs (IFI) pour une formation en service mieux structurée et mieux ciblée des enseignants de l'éducation primaire dans les secteurs public et non public ; (iii) formulant puis exécutant un programme de formation de formateurs d'enseignants, y compris les inspecteurs d'écoles ; (iv) appuyant la certification, la formation et le développement professionnel des enseignants de l'école fondamentale ; (v) développant et appliquant un programme de mentorat pour accompagner les enseignants après leur formation, et pour les directeurs d'écoles, pour leur permettre d'offrir un leadership dans l'instruction à leurs écoles ; (vi) offrant une assistance technique à la Direction de la Formation et du Perfectionnement (DFP) du MENFP, pour qu'elle puisse efficacement remplir son rôle de régulateur du secteur en charge du développement et de l'application des normes pour les enseignants ; et (vii) évaluant le programme de formation des maîtres.

Sous composante 2.2 : Développement de la Petite Enfance (DPE)

Cette sous composante a pour objectif d'appuyer les efforts du MENFP de fournir des services de qualité dans les écoles, en ligne avec le nouveau programme de DPE. Des ressources du projet seront utilisées pour financer les activités suivantes : (i) développement d'un programme de formation pré-service au DPE ; (ii) élaboration d'un programme de formation ciblant les enseignants des institutions de formation, ainsi que les inspecteurs d'écoles ; (iii) pilotage du nouveau programme de DPE dans cent cinquante (150) salles de classes préscolaires dans des écoles publiques actuellement en construction, ciblant les élèves de quatre (4) à cinq (5) ans, y compris une formation en service pour des enseignants en salle de classe pour qu'ils puissent efficacement enseigner en utilisant le nouveau programme ; (iv) assistance technique au MENFP pour le suivi et l'évaluation du progrès des activités ci-dessus ; et (v) évaluation du nouveau programme de DPE.

Quant aux enfants de moins de quatre (4) ans qui grandissent dans des familles pauvres avec, en majorité, des parents analphabètes et dont les phases de développement sont très limitées, leur manque d'accès à des programmes de DPE de qualité implique un grand désavantage pour leur développement futur. Vu l'existence limitée de programmes publics de DPE, des ressources du projet appuieront le développement et le pilotage d'un programme d'éducation des parents, dans le cadre duquel des agents communautaires formés travailleront initialement avec cent (100) familles sur les méthodes de stimulation et d'interaction avec leurs enfants pour encourager leur développement et leur apprentissage futur.

Composante 3 - Renforcement Institutionnel/Gouvernance

Cette composante fournira une assistance technique au MENFP dans les domaines essentiels suivants: (i) Assistance technique pour la consultation de long terme « incorporée » pour appuyer les directions techniques du MENFP dans la planification et la réalisation d'activités liées à la composante II et à la gestion du Projet. Le 10 septembre 2014, le Ministère de l'Éducation Nationale de la Finlande a signé un Mémorandum d'Entente avec le MENFP confirmant son intérêt à fournir une expertise technique dans les domaines de la formation des maîtres, de la DPE, du développement des curriculums, des examens administrés aux élèves, et du développement de politiques. Il est prévu que le Ministère Finlandais mettra à disposition des conseillers seniors (détachés) pour travailler dans ces domaines. Des ressources du projet couvriront les frais de voyage et de logistique pour les experts finlandais ; et (ii) vu le manque constant d'informations actualisées et fiables sur le secteur de l'éducation, l'Association Internationale pour l'Évaluation des Acquis de l'Éducation (IEA) sera directement recrutée pour : (1) analyser les bases de données existantes sur les résultats obtenus aux examens nationaux pour créer des informations de ligne de base sur les acquis des élèves ; (2) créer de nouveaux outils d'évaluation des compétences en lecture, écriture et calcul pour les premières années du fondamental. Spécifiquement, l'IEA aura à charge le développement de nouveaux instruments d'évaluation des compétences en lecture, écriture et calcul, en français comme en créole, en 2^{ème} année, et les compétences en lecture, écriture et mathématiques en 4^{ème} année ; (3) piloter et évaluer les instruments d'évaluation ; et (4) fournir une assistance technique au MENFP pour les évaluations à venir et pour les institutionnaliser.

Composante 4 - Administration et Supervision du Projet

Cette composante financera: (i) les coûts administratifs de l'Unité de Coordination du Projet (UCP/MENFP) au sein du MENFP, y compris les honoraires du personnel technique et des comptables ; (ii) le monitoring et l'évaluation ; et (iii) les audits financiers. Pour relever certains défis confrontés dans le cadre d'opérations antérieures impliquant la communication et la coordination entre le MNEFP et les unités d'exécution existantes UTE, FAES, le MENFP a demandé que pour cette opération soit créée une UCP/MENFP interne pour diriger le processus global de planification et d'exécution du Projet, spécifiquement les composantes de renforcement institutionnel et d'amélioration de la qualité (Composantes 2 et 3). Le MENFP continuera à s'en remettre à l'UTE pour la construction des écoles (Sous composante 1.1) et à l'Unité d'EPT pour le programme d'exonération de scolarité (Sous composante 1.2).

MÉCANISMES DE FINANCEMENT DU PROGRAMME

Le coût total du programme s'élève à vingt-quatre millions deux cent cinquante mille dollars (\$ 24, 250, 000). Un récapitulatif des coûts ventilés est présenté dans le tableau ci-dessous:

En milliers de dollars américains

Composante	Sources		
	BID	Local	Total
Composante 1: Expansion de l'accès à l'Éducation	9,115.00	-	9,115.00
1.1 Amélioration de l'accès à l'infrastructure	5,579.00	-	5,579.00
1.2 Programme d'exonération de scolarité	3,536.00	-	3,536.00
Composante 2: Amélioration de la qualité des services	9,064.00	-	9,064.00
2.1 Formation en service des maîtres	5,614.00	-	5,614.00
2.2 Programme DPE	3,450.00	-	3,450.00
Composante 3: Renforcement Institutionnel/Gouvernance	2,597.00	-	2,597.00
3.1 Renforcement du MENFP	1,597.00	-	1,597.00
3.2 Nouveaux outils d'évaluation pour premières années	1,000.00	-	1,000.00
Composante 4: Administration et Supervision du Projet	2,113.00	250.00	2,363.00
4.1 Coordination du projet	1,743.00	250.00	1,993.00
4.2 Révision intermédiaire et finale	120.00	-	120.00
4.3 Audit	250.00	-	250.00
Imprévus	1,111.00	-	1,111.00
Total	<u>24,000.00</u>	<u>250.00</u>	<u>24,250.00</u>

Le projet restera ouvert aux Accords de Financement additionnels (co-financements) pendant sa phase d'exécution.

EXÉCUTION

Le projet sera exécuté par deux Organismes d'exécution: le MEF, qui agira par l'intermédiaire de l'UTE, et le MENFP, qui agira par l'intermédiaire de l'UCP/MENFP et de l'EPT. Le MEF, par l'intermédiaire de l'UTE, sera responsable de la construction des écoles (Sous composante 1.1). Le MENFP, par l'intermédiaire de l'EPT sera responsable du programme d'exonération de scolarité (Sous composante 1.2) et par l'intermédiaire de l'UCP/MENFP, sera responsable de l'amélioration de la qualité de l'éducation et du renforcement institutionnel (Composantes 2 et 3). L'unité de Passation de Marchés (UPM) du MENFP sera responsable pour la passation de marchés pour toutes les composantes, sauf l'infrastructure. Tous les organismes d'exécution, et ses intermédiaires (l'UCP/MENFP, l'UTE/MEF et l'EPT/MENFP), démontreront, à la satisfaction de la Banque, que chacune d'elles remplit les conditions appropriées pour exécuter ses tâches dans le cadre du projet.

La répartition du budget de financement de vingt-quatre millions dollars de la BID a été modifiée de concert entre la BID et le Ministère des Finances. En effet, une réallocation a été effectuée pour un montant de \$ 6, 300,000, transférés du budget de l'UCP du MENFP au budget de l'EPT du MENFP sur la composante 1.2 « Programme d'exonération de scolarité ». Ainsi, au 30 septembre 2019, l'allocation du budget se présente comme suit, par organisme d'exécution:

	UTE/MEF	UCP/MENFP	EPT/MENFP	TOTAL
Composante 1. Expansion de l'accès à l'éducation	\$ 5,579,000	\$ -	\$ 9,836,062	\$ 15,415,062
1.1 Amélioration de l'accès à l'infrastructure	5,579,000	-	-	5,579,000
1.2 Programme d'exonération de scolarité	-	-	9,836,062	9,836,062
Composante 2. Amélioration de la qualité des services	-	4,163,800	-	4,163,800
2.1 Formation en service des maîtres	-	3,213,800	-	3,213,800
2.2 Programme de DPE	-	950,000	-	950,000
Composante 3. Renforcement Institutionnel/Gouvernance	-	2,796,800	-	2,796,800
3.1 Renforcement du MENFP	-	596,800	-	596,800
3.2 Nouveaux outils d'évaluation pour les 1ères années	-	2,200,000	-	2,200,000
Composante 4. Administration et Supervision du projet	-	1,612,930	-	1,612,930
4.1 Coordination du projet	-	1,242,930	-	1,242,930
4.2 Révision intermédiaire	-	120,000	-	120,000
4.3 Audit	-	250,000	-	250,000
Imprévus	-	11,408	-	11,408
TOTAL	\$ 5,579,000	\$ 8,584,938	\$ 9,836,062	\$ 24,000,000

Le présent rapport concerne uniquement les fonds gérés par l'UTE du MEF d'un montant de \$ 5, 579, 000. Le financement de l'UCP du MENFP a été interrompu au 30 septembre 2018. Les fonds gérés par l'EPT du MENFP ont fait l'objet d'un rapport d'audit séparé pour l'exercice terminé au 30 septembre 2020.

II. OBJECTIFS ET ÉTENDUE DE L'AUDIT

Notre mandat consiste à réaliser l'audit des états financiers du Programme d'Appui au Plan et à la Réforme de l'Éducation en Haïti (APREH), Accord de Financement non Remboursable No. 3355/GR – HA, exécuté par l'Unité Technique d'Exécution du Ministère de l'Économie et des Finances (MEF), financé par la Banque Interaméricaine de Développement (BID), afin d'exprimer une opinion professionnelle sur l'État des Flux de Trésorerie pour l'exercice terminé au 30 septembre 2020 et l'État des Investissements Cumulés au 30 septembre 2020.

L'audit a été effectué conformément aux Normes Internationales d'Audit. Ces normes exigent : (i) que l'audit soit planifié et réalisé pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne contiennent pas d'erreurs importantes; (ii) un examen, sur des bases sélectives, des preuves qui appuient les chiffres et les données contenues dans les états financiers ; (iii) une évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par l'Unité d'Exécution, ainsi qu'à évaluer la présentation générale des états financiers.

Les objectifs spécifiques de l'audit sont les suivants :

- A. Déterminer si les états financiers du Programme d'Appui au Plan et à la Réforme de l'Éducation en Haïti (APREH), Accord de Financement non Remboursable No. 3355/GR – HA, exécuté par l'Unité Technique d'Exécution du Ministère de l'Économie et des Finances (MEF), financé par la Banque Interaméricaine de Développement (BID), présentent fidèlement, à tous égards importants, pour l'exercice terminé au 30 septembre 2020, les flux de trésorerie du Programme, et

les investissements cumulés au 30 septembre 2020, conformément aux dispositions de l'Accord de financement et aux principes comptables applicables.

- B.** Examiner et évaluer le système de contrôle interne afin de bien comprendre les politiques et procédures de contrôle pour déterminer si ces politiques et procédures sont appropriées et ont été appliquées. Cette évaluation comprend, entre autres, les aspects suivants: (i) la capacité institutionnelle de l'organisme concernant les ressources humaines, matérielles et du système d'information; et (ii) le système comptable utilisé, et (iii) les politiques et procédures permettant à l'Unité d'Exécution d'enregistrer, traiter, résumer et publier des données financières conformes aux informations publiées dans chaque compte des états financiers.
- C.** Fournir des commentaires et observations sur les registres comptables, les systèmes et contrôles qui ont été examinés pendant l'audit.
- D.** Identifier les déficiences spécifiques et les zones de faiblesses dans les systèmes et contrôles, puis formuler des recommandations pour leur amélioration.
- E.** Effectuer le suivi des recommandations de l'audit antérieur.

PROCÉDÉS D'AUDIT MIS EN OEUVRE

Nous énumérons ci-après certains des procédés d'audit que nous avons mis en œuvre pour vérifier si les fonds décaissés ont été correctement comptabilisés et utilisés, conformément aux termes et objectifs fixés dans l'Accord de financement ainsi qu'aux Lois et Règlements applicables :

Système et registres comptables

- Nous avons évalué la capacité du système comptable à produire des informations opérationnelles, financières et comptables et à se conformer aux exigences de la Banque et à présenter les rapports financiers par source de fonds et par catégorie budgétaire.
- Nous nous sommes assurés que tous les justificatifs nécessaires, registres et comptes sont maintenus pour toutes les activités et dépenses du Programme et que les paiements ont été enregistrés en temps opportun dans la comptabilité du Programme.
- Nous nous sommes assurés que le système d'archivage comptable du Programme est adéquat et permet une localisation efficace de la documentation relative aux paiements.

Rentrées de fonds

- Nous avons confirmé le total des financements décaissés par la BID durant l'exercice terminé au 30 septembre 2020.

- Nous avons concilié les valeurs confirmées avec les registres comptables de l'Unité d'Exécution.
- Nous avons réconcilié le total des financements décaissés avec les mouvements de fonds retracés aux comptes désignés du Programme.

Sorties de fonds

- Nous avons mis en œuvre des procédures spécifiques pour la sélection de l'échantillon des transactions choisies. La méthode d'échantillonnage est non statistique et les paramètres utilisés sont la taille de la population, le seuil de signification et le niveau d'erreur acceptable. La base de référence utilisée dans le calcul du seuil de signification est le total des dépenses encourues durant l'exercice terminé au 30 septembre 2020 qui s'élève à \$ 548,278.
- Nous avons déterminé un seuil de signification de \$ 10,966 et un niveau d'erreur acceptable de \$ 6, 579.

Afin de réduire les risques d'échantillonnage, nous avons utilisé un échantillon stratifié de la manière suivante : (i) les éléments de grande valeur par rapport au seuil de signification et les éléments importants, selon des critères qualitatifs, ont été pris isolément et examinés à 100% ; ces transactions sont au nombre de 9 et totalisent un montant de \$ 512, 671 (ii) le nombre de transactions testées sur la population restante a été limité à 6 pour un montant de \$ 20, 623, conformément à notre manuel de procédure d'audit.

Ainsi, la population des dépenses testées est de \$ 533, 294 soit 97% de la population totale.

- Nous avons utilisé des procédures d'échantillonnage soit aux fins de corroboration, soit pour tester les contrôles clés selon le but du sondage. Sur la base d'échantillonnage décrit plus haut:
 - . nous avons vérifié que les paiements sont enregistrés dans la comptabilité du programme et les registres financiers, selon les autorisations appropriées, sur la base de documents justificatifs adéquats, par catégorie d'investissement correspondant au budget de l'Accord de Don.
 - . nous avons vérifié que la documentation d'appui relative aux paiements effectués est fiable et adéquate pour supporter les montants relatifs aux investissements ou dépenses de Programme; et qu'elle est maintenue de manière appropriée dans les dossiers du Programme.
 - . nous nous sommes assurés que les procédures d'achat utilisées sont conformes à de bonnes pratiques commerciales – qu'elles soient compétitives ou non – que des prix raisonnables ont été obtenus, et que des contrôles efficaces ont été mis en place pour garantir la qualité et les quantités reçues.
 - . nous nous sommes assurés que les biens et travaux acquis dans le cadre du Programme sont adéquatement sauvegardés et qu'un système d'inventaire

des biens est en place et régulièrement mis à jour. Pour les contrôles d'utilisation finale nous avons effectué des visites de sites pour nous assurer de l'existence des biens et /ou de leur utilisation.

nous nous sommes assurés que les paiements déjà déterminés inéligibles par la Banque n'ont pas été imputés au financement de la BID et n'ont pas été justifiés comme dépenses de programme.

Passation de marchés

- Nous avons vérifié l'efficacité des contrôles dans le processus de passation de marchés et de paiement de services et travaux durant la période. La révision du processus de passation de marchés couvre les étapes suivantes : lancement du marché, publication, analyse, attribution, négociation, signature du contrat, demande de Non Objection, exécution et paiement.
- Nous nous sommes assurés que les biens, travaux et services financés ont été acquis, en conformité avec les Politiques et Procédures de Passation de Marchés (PPM) de la Banque ou autres Procédures acceptables pour la Banque Interaméricaine de Développement (BID).
- Nous avons vérifié que pour tous les paiements effectués, les contrats respectifs étaient prévus au Plan de Passation de Marchés (PPM) et que les paiements prévus au contrat signé ont été réalisés conformément aux dispositions prévues à cet effet.
- Dans le cas des contrats de construction, nous avons vérifié que: a) le paiement est stipulé par les clauses du contrat entre l'Entité et le constructeur et est accompagné d'un document approprié tel que facture, rapport de décompte des travaux, rapport de la firme de supervision et l'acte de réception définitif des travaux, le cas échéant; b) qu'il y a une cohérence entre le calendrier des pièces justificatives et la date de paiement; c) que la Banque a donné sa non objection aux documents, le cas échéant.
- Dans le cas des contrats de consultants, nous avons établi : a) l'existence d'un contrat valide selon des termes de référence approuvés par la Direction du Programme b) la preuve de l'approbation des travaux présentés par le consultant et leur cohérence avec le contrat et les Termes de référence; c) dans le cas d'un paiement récurrent, l'existence de l'approbation de la Direction du Programme ou du niveau compétent, conformément au règlement d'opération, comme preuve des conditions pour les paiements récurrents.
- Nous nous sommes assurés que le dossier de passation de marché relatif à un paiement contient la documentation requise qui correspond au type de passation de marché, conformément aux Politiques de Passation de Marchés de la BID et que l'archive des PM est ordonnée et permet une localisation efficace de la documentation relative au processus.

Généralités

- Nous avons discuté avec les personnes ressources impliquées dans la gestion du Programme afin d’acquérir des connaissances sur les aspects techniques et opérationnels importants.
- Nous avons évalué le système de contrôle budgétaire du Programme et effectué une comparaison des dépenses avec les affectations budgétaires indiquées dans l’Accord de financement.
- Nous avons évalué les procédés utilisés aux fins de la préparation des demandes de remboursements qui sont présentées à la BID et déterminer si ces procédés donnent lieu à des requêtes de décaissements précises, appropriées et présentées en temps opportun.
- Nous avons révisé les éléments constituant le solde des avances en attente de justification, y compris les montants présentés au niveau des réconciliations des comptes bancaires et les dépenses effectuées non encore soumises à la BID.
- Nous n’avons pas été en mesure d’effectuer des visites de terrain, en raison des contraintes imposées par l’insécurité qui sévissait dans les zones de construction, à savoir Croix des Bouquets et Cabaret.

III. RÉSULTATS DE L’AUDIT

États financiers

À notre avis, les états financiers du Programme d’Appui au Plan et à la Réforme de l’Éducation en Haïti (APREH IV), Accord de Financement non Remboursable No. 3355/GR – HA, exécuté par l’Unité Technique d’Exécution (UTE) du Ministère de l’Économie et des Finances (MEF), financé par la Banque Interaméricaine de Développement (BID), présentent fidèlement, à tous égards importants les flux de trésorerie pour l’exercice terminé au 30 septembre 2020, et les investissements cumulés au 30 septembre 2020, conformément aux dispositions de l’Accord de Don et aux principales conventions comptables décrites à la note 2.

Contrôle Interne

Nous avons examiné et évalué le contrôle interne mis en place par la Direction de l’UTE dans le cadre de la gestion du Programme APREH IV afin d’apprécier les risques de non contrôle et de déterminer les procédures d’audit appropriées dans les circonstances, dans le but d’exprimer une opinion sur les états financiers du Programme pour l’exercice terminé au 30 septembre 2020 et non sur le contrôles interne.

Nous n’avons relevé aucun aspect de la structure du contrôle interne et de son fonctionnement que nous avons jugé nécessaire de signaler. Notre évaluation du contrôle interne de l’UTE n’a permis de révéler aucune lacune, qui à notre avis, pourrait constituer une faiblesse pouvant empêcher la Direction de l’UTE d’enregistrer, de traiter, de résumer et de présenter les données financières conformément aux assertions de la Direction figurant aux états financiers.

Nous n'avons observé aucune situation qui supposerait une non-conformité avec les dispositions financières de l'Accord de Financement Non Remboursable No. 3355/GR – HA de la Banque Interaméricaine de Développement pour l'exercice terminé au 30 septembre 2020.

Suivi des recommandations de l'exercice antérieur

Aucune recommandation n'a été formulée suite à l'audit de l'exercice précédent.

Experts Conseils et Associés

Comptables Agréés

Pétion-Ville, le 25 janvier 2021



**PROGRAMME D'APPUI AU PLAN ET À LA RÉFORME DE L'ÉDUCATION EN
HAÏTI (APREH IV)**

**GÉRÉ PAR L'UNITÉ TECHNIQUE D'EXÉCUTION (UTE) DU MINISTÈRE DE
L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES (MEF)**

ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE No. 3355/GR – HA

FINANCÉ PAR LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)

Pour l'exercice terminé au 30 septembre 2020

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

**À la Direction de l'Unité Technique d'Exécution (UTE)
Ministère de l'Économie et des Finances (MEF)**

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du Programme d'Appui au Plan et à la Réforme de l'Éducation en Haïti (APREH IV), Accord de Financement non Remboursable No. 3355/GR – HA, exécuté par l'Unité Technique d'Exécution (UTE) du Ministère de l'Économie et des Finances (MEF), et financé par la Banque Interaméricaine de Développement (BID), qui comprennent l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé au 30 septembre 2020, l'état des investissements cumulés au 30 septembre 2020, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales conventions comptables.

Tel que décrit à la note 2, l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé au 30 septembre 2020 et l'état des investissements cumulés au 30 septembre 2020 ont été préparés sur la base de la comptabilité de caisse qui constitue une base de comptabilité différente des Normes Internationales de Présentation de l'Information Financière.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle des flux de trésorerie du Programme d'Appui au Plan et à la Réforme de l'Éducation en Haïti (APREH IV) pour l'exercice terminé au 30 septembre 2020, et des investissements cumulés au 30 septembre 2020, conformément aux dispositions de l'Accord de Don et aux directives de la Banque Interaméricaine de Développement (BID) pour la présentation des rapports financiers, telles que décrites à la note 2.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit (ISA). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section «Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers» du présent rapport. Nous sommes indépendants du Programme d'Appui au Plan et à la Réforme de l'Éducation en Haïti (APREH IV) conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers en Haïti et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance pour les états financiers

La direction de l'UTE/APREH IV est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux dispositions de l'accord de don et aux directives de la BID pour la présentation des rapports financiers, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'institution à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'institution ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'institution.

Responsabilités des auditeurs pour l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport des auditeurs contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permette toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Ce rapport est destiné à l'usage exclusif de l'Unité Technique Exécution (UTE) du MEF et de la Banque Interaméricaine de Développement (BID).

Experts Conseils et Associés
Comptables Agréés
Pétion-Ville, le 25 janvier 2021



PROGRAMME D'APPUI AU PLAN ET À LA RÉFORME DE L'ÉDUCATION EN HAÏTI (APREH IV)

GÉRÉ PAR L'UNITÉ TECHNIQUE D'EXÉCUTION (UTE)

DU MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES (MEF)

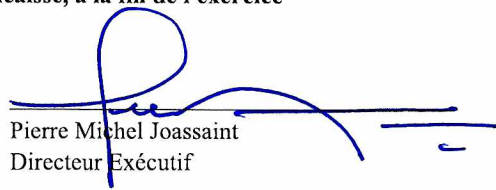
DON DE LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)

No. 3355/GR - HA

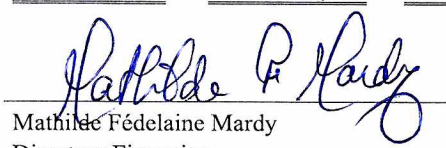
ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE

(Exprimés en dollars des États-Unis d'Amérique)

	Notes	Au 30 septembre 2019	Pour la période allant du 1er octobre 2019 au 30 septembre 2020	Au 30 septembre 2020
Montants Reçus				
Financements	(Note 5)	\$ 3,941,821	\$ -	\$ 3,941,821
Total des Montants Reçus		<u>3,941,821</u>	<u>-</u>	<u>3,941,821</u>
Dépenses Effectuées				
Requête No 2 (Justification des fonds avancés)		42,316	-	42,316
Requête No 3 (Justification des fonds avancés)		42,937	-	42,937
Requête No 5 (Justification des fonds avancés)		109,871	-	109,871
Requête No 6 (Justification des fonds avancés)		704,006	-	704,006
Requête No 7 (Justification des fonds avancés)		162,698	-	162,698
Requête No 9 (Justification des fonds avancés)		1,566,949	-	1,566,949
Requête No 10 (Avance de fonds)		-	-	-
Requête No 11 (Justification des fonds avancés)	(Note 7)	668,756	-	668,756
Requête No 12 (Justification des fonds avancés)	(Note 7)		515,735	515,735
Dépenses effectuées non encore soumises	(Note 6)	<u>-</u>	<u>32,543</u>	<u>32,543</u>
Total des Dépenses Effectuées		<u>3,297,533</u>	<u>548,278</u>	<u>3,845,811</u>
Excédent des Montants Reçus sur les Dépenses Effectuées (des Dépenses Effectuées sur les Montants Reçus)		644,288	(548,278)	96,010
Encaisse, au début de l'exercice		-	624,673	-
Redressement de conversion de devises	(Notes 2, 7)	<u>(19,615)</u>	<u>21,975</u>	<u>2,360</u>
Encaisse, à la fin de l'exercice	(Note 3, 4)	<u>\$ 624,673</u>	<u>\$ 98,369</u>	<u>\$ 98,369</u>



Pierre Michel Joassaint
Directeur Exécutif



Mathilde Fédelaine Mardy
Directeur Financier

Les notes font partie intégrante des états financiers.

PROGRAMME D'APPUI AU PLAN ET À LA RÉFORME DE L'ÉDUCATION EN HAÏTI (APREH IV)

GÉRÉ PAR L'UNITÉ TECHNIQUE D'EXÉCUTION (UTE)

DU MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES (MEF)

DON DE LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)

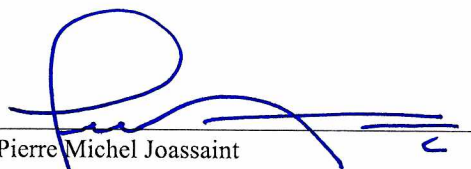
No. 3355/GR - HA

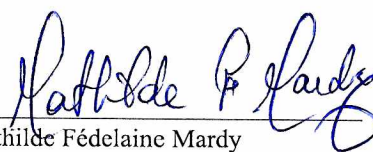
ÉTATS DES INVESTISSEMENTS CUMULÉS

Au 30 septembre 2020

(Exprimés en dollars des États-Unis d'Amérique)

	Investissements cumulés au 30 septembre 2019	Investissements pour la période allant du 1er octobre 2019 au 30 septembre 2020	Investissements cumulés au 30 septembre 2020
<u>Composantes et Catégories d'Investissements</u>			
1. Expansion de l'accès à l'Éducation			
1.1 Amélioration de l'accès à une infrastructure de qualité	\$ 3,297,533	\$ 548,278	\$ 3,845,811
TOTAL	\$ 3,297,533	\$ 548,278	\$ 3,845,811


 Pierre Michel Joassaint
 Directeur Exécutif


 Mathilde Fédeline Mardy
 Directeur Financier

PROGRAMME D'APPUI AU PLAN ET À LA RÉFORME DE L'ÉDUCATION EN HAÏTI (APREH IV)

GÉRÉ PAR L'UNITÉ TECHNIQUE D'EXÉCUTION DU MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES (MEF)

ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE No. 3355/GR – HA

FINANCÉ PAR LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)

Pour l'exercice terminé au 30 septembre 2020

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

1. Description du Programme

Selon l'accord de Financement Non Remboursable No 3355/GR – HA, signé le 20 février 2015, entre la Banque Interaméricaine de Développement (BID), et la République d'Haïti, représentée par le Ministère de l'Économie et des Finances (MEF), un don d'un montant de \$ 24 millions a été octroyé au Gouvernement Haïtien dans le cadre du Programme d'Appui au Plan et à la Réforme de l'Éducation en Haïti (APREH IV). L'objectif principal du projet est d'appuyer les trois (3) piliers suivants du Plan Opérationnel du Gouvernement Haïtien : (i) l'amélioration de l'accès à l'éducation (éducation préscolaire et fondamentale) ; (ii) l'amélioration de la qualité de l'éducation (avec une attention spéciale à la lecture, l'écriture et le calcul de base) et (iii) le renforcement institutionnel et des capacités de gouvernance du Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP). Les composantes de l'opération sont énumérées ci-dessous:

Objectifs spécifiques par Composante

Composante 1 - Expansion de l'accès à l'éducation

Cette composante contribue à l'atteinte de l'objectif d'expansion de l'accès à l'éducation. Parmi les activités essentielles qui seront financées, peuvent être citées : (i) remplacement de maximum cinq (5) écoles publiques offrant un accès amélioré à l'éducation gratuite à 4, 100 élèves du préscolaire à la 9^{ème} année, en deux vacations, et (ii) offre d'éducation gratuite à 31, 738 élèves d'écoles non publiques des deux premiers cycles de l'enseignement fondamental, promouvant ainsi l'accès et la rétention.

Sous composante 1.1 : Amélioration de l'accès à une infrastructure de qualité

Le MENFP, via l'UTE construira des écoles en tenant compte des leçons apprises dans le cadre d'opérations antérieures, dont : (i) planification améliorée des sites des écoles ; (ii) utilisation de prototypes d'écoles standardisées et de nouvelles directives et normes pour les écoles ; (iii) utilisation de processus internationaux de passation de marchés la construction et la supervision ; et (iv) coordination améliorée entre agences du Gouvernement Haïtien. La sélection des projets de construction d'écoles ciblera le remplacement des quatorze (14) structures temporaires restantes construites après le séisme de 2010 (Accord de Financement Non Remboursable No 2153/GR-HA).

Cependant, au cas où les sites s'avèreraient inadéquats pour la construction d'une véritable école, les critères de sélection utilisés dans le cadre d'opérations antérieures seront appliqués pour la sélection des sites, y compris pour le remplacement d'écoles en mauvais état et pour des écoles dans des communautés ne disposant pas d'écoles publiques dans leur voisinage. Certaines ressources seront également utilisées pour fournir des espaces de bureau temporaires pour le personnel du MENFP pendant la reconstruction du nouvel édifice du MENFP dans le cadre de l'Accord de Financement Non Remboursable No 2863/GR-HA. Tout au plus, cinq (5) écoles seront reconstruites et complètement meublées en utilisant des ressources de la Banque.

Sous composante 1.2 : Ouvrir l'accès à l'éducation gratuite via le Programme d'Exonération de Scolarité

Cette composante contribuera à la subvention du paiement de la scolarité pour des élèves inclus au programme EPT/MENFP inscrits en 1^{ère} année, entre 2010 et 2012, jusqu'à la fin de leur éducation primaire (de la 1^{ère} à la 6^{ème} année). Le programme d'EPT a été introduit en 2007, et paie US \$ 90 par enfant par année scolaire à 1, 140 écoles non publiques, au bénéfice de 262, 818 élèves. Des US \$ 90 par élèves, 77% (environ US \$ 69) sont réservés aux dépenses administratives, y compris les salaires des enseignants, et les 23% restants sont réservés à l'achat de manuels scolaires par les écoles. 31, 738 élèves bénéficieront de cette sous-composante.

Composante 2 – Amélioration de la qualité des services

Cette composante sera centrée sur la formation des maîtres pour l'enseignement primaire, sur l'accès aux services de Développement de la Petite Enfance (DPE) et sur la formation des maîtres et du personnel de la DPE.

Sous composante 2.1 : Formation en service des maîtres

Pour faire face aux problèmes du niveau de formation des maîtres, la composante appuiera le MENFP en (i) fournissant une assistance technique pour la tenue d'un registre national des enseignants monté dans le cadre de l'Accord de Financement Non Remboursable No 2643/GR-HA ; (ii) élaborant et mettant en place un processus de certification des Institutions existantes de formation d'instituteurs (IFI) pour une formation en service mieux structurée et mieux ciblée des enseignants de l'éducation primaire dans les secteurs public et non public ; (iii) formulant puis exécutant un programme de formation de formateurs d'enseignants, y compris les inspecteurs d'écoles ; (iv) appuyant la certification, la formation et le développement professionnel des enseignants de l'école fondamentale ; (v) développant et appliquant un programme de mentorat pour accompagner les enseignants après leur formation, et pour les directeurs d'écoles, pour leur permettre d'offrir un leadership dans l'instruction à leurs écoles ; (vi) offrant une assistance technique à la Direction de la Formation et du Perfectionnement (DFP) du MENFP, pour qu'elle puisse efficacement remplir son rôle de régulateur du secteur en charge du développement et de l'application des normes pour les enseignants ; et (vii) évaluant le programme de formation des maîtres.

Sous composante 2.2 : Développement de la Petite Enfance (DPE)

Cette sous composante a pour objectif d'appuyer les efforts du MENFP de fournir des services de qualité dans les écoles, en ligne avec le nouveau programme de DPE. Des ressources du projet seront utilisées pour financer les activités suivantes : (i) développement d'un programme de formation pré-service au DPE ; (ii) élaboration d'un programme de formation ciblant les enseignants des institutions de formation, ainsi que les inspecteurs d'écoles ; (iii) pilotage du nouveau programme de DPE dans cent cinquante (150) salles de classes préscolaires dans des écoles publiques actuellement en construction, ciblant les élèves de quatre (4) à cinq (5) ans, y compris une formation en service pour des enseignants en salle de classe pour qu'ils puissent efficacement enseigner en utilisant le nouveau programme ; (iv) assistance technique au MENFP pour le suivi et l'évaluation du progrès des activités ci-dessus ; et (v) évaluation du nouveau programme de DPE.

Quant aux enfants de moins de quatre (4) ans qui grandissent dans des familles pauvres avec, en majorité, des parents analphabètes et dont les phases de développement sont très limitées, leur manque d'accès à des programmes de DPE de qualité implique un grand désavantage pour leur développement futur. Vu l'existence limitée de programmes publics de DPE, des ressources du projet appuieront le développement et le pilotage d'un programme d'éducation des parents, dans le cadre duquel des agents communautaires formés travailleront initialement avec cent (100) familles sur les méthodes de stimulation et d'interaction avec leurs enfants pour encourager leur développement et leur apprentissage futur.

Composante 3 – Renforcement Institutionnel/Gouvernance

Cette composante fournira une assistance technique au MENFP dans les domaines essentiels suivants : (i) Assistance technique pour la consultation de long terme « incorporée » pour appuyer les directions techniques du MENFP dans la planification et la réalisation d'activités liées à la composante II et à la gestion du Projet. Le 10 septembre 2014, le Ministère de l'Éducation Nationale de la Finlande a signé un Mémoire d'Entente avec le MENFP confirmant son intérêt à fournir une expertise technique dans les domaines de la formation des maîtres, de la DPE, du développement des curriculums, des examens administrés aux élèves, et du développement de politiques. Il est prévu que le Ministère Finlandais mettra à disposition des conseillers seniors (détachés) pour travailler dans ces domaines. Des ressources du projet couvriront les frais de voyage et de logistique pour les experts finlandais ; et (ii) vu le manque constant d'informations actualisées et fiables sur le secteur de l'éducation, l'Association Internationale pour l'Évaluation des Acquis de l'Éducation (IEA) sera directement recrutée pour : (1) analyser les bases de données existantes sur les résultats obtenus aux examens nationaux pour créer des informations de ligne de base sur les acquis des élèves ; (2) créer de nouveaux outils d'évaluation des compétences en lecture, écriture et calcul pour les premières années du fondamental. Spécifiquement, l'IEA aura à charge le développement de nouveaux instruments d'évaluation des compétences en lecture, écriture et calcul, en français comme en créole, en 2^{ème} année, et les compétences en lecture, écriture et mathématiques en 4^{ème} année ; (3) piloter et évaluer les instruments d'évaluation ; et (4) fournir une assistance technique au MENFP pour les évaluations à venir et pour les institutionnaliser.

Composante 4 – Administration et Supervision du Projet

Cette composante financera : (i) les coûts administratifs de l'Unité de Coordination du Projet (UCP/MENFP) au sein du MENFP, y compris les honoraires du personnel technique et des comptables ; (ii) le monitoring et l'évaluation ; et (iii) les audits financiers. Pour relever certains défis confrontés dans le cadre d'opérations antérieures impliquant la communication et la coordination entre le MNEFP et les unités d'exécution existantes UTE, FAES, le MENFP a demandé que pour cette opération soit créée une UCP/MENFP interne pour diriger le processus global de planification et d'exécution du Projet, spécifiquement les composantes de renforcement institutionnel et d'amélioration de la qualité (Composantes 2 et 3). Le MENFP continuera à s'en remettre à l'UTE pour la construction des écoles (Sous composante 1.1) et à l'Unité d'EPT pour le programme d'exonération de scolarité (Sous composante 1.2).

MÉCANISMES DE FINANCEMENT DU PROGRAMME

Le coût total du programme s'élève à vingt-quatre millions deux cent cinquante mille dollars (\$ 24, 250, 000). Un récapitulatif des coûts ventilés est présenté dans le tableau ci-dessous.

En milliers de dollars américains

Composante	Sources		
	BID	Local	Total
<i>Composante 1: Expansion de l'accès à l'Éducation</i>	9,115.00	-	9,115.00
1.1 Amélioration de l'accès à l'infrastructure	5,579.00	-	5,579.00
1.2 Programme d'exonération de scolarité	3,536.00	-	3,536.00
<i>Composante 2: Amélioration de la qualité des services</i>	9,064.00	-	9,064.00
2.1 Formation en service des maîtres	5,614.00	-	5,614.00
2.2 Programme DPE	3,450.00	-	3,450.00
<i>Composante 3: Renforcement Institutionnel/Gouvernance</i>	2,597.00	-	2,597.00
3.1 Renforcement du MENFP	1,597.00	-	1,597.00
3.2 Nouveaux outils d'évaluation pour premières années	1,000.00	-	1,000.00
<i>Composante 4: Administration et Supervision du Projet</i>	2,113.00	250.00	2,363.00
4.1 Coordination du projet	1,743.00	250.00	1,993.00
4.2 Révision intermédiaire et finale	120.00	-	120.00
4.3 Audit	250.00	-	250.00
Imprévus	1,111.00	-	1,111.00
Total	24,000.00	250.00	24,250.00

Le projet restera ouvert aux Accords de Financement additionnels (co-financements) pendant sa phase d'exécution.

EXÉCUTION

Le programme est exécuté par deux Organismes d'exécution: le MEF, qui agira par l'intermédiaire de l'UTE, et le MENFP, qui agira par l'intermédiaire de l'UCP/MENFP et de l'EPT. Le MEF, par l'intermédiaire de l'UTE, sera responsable de la construction des écoles (Sous composante 1.1). Le MENFP, par l'intermédiaire de l'EPT sera responsable du programme d'exonération de scolarité (Sous composante 1.2) et par l'intermédiaire de l'UCP/MENFP, sera responsable de l'amélioration de la qualité de l'éducation et du renforcement institutionnel (Composantes 2 et 3). L'unité de Passation de Marchés (UPM) du MENFP sera responsable pour la passation de marchés pour toutes les composantes, sauf l'infrastructure. Tous les organismes d'exécution, et ses intermédiaires (l'UCP/MENFP, l'UTE/MEF et l'EPT/MENFP), démontreront, à la satisfaction de la Banque, que chacune d'elles remplit les conditions appropriées pour exécuter ses tâches dans le cadre du projet.

La répartition du budget de financement de vingt-quatre mille dollars de la BID (\$ 24, 000, 000) a été modifiée de concert entre la BID et le Ministère des Finances. En effet, une réallocation a été effectuée pour un montant de \$ 6, 300,000, transférés du budget de l'UCP du MENFP au budget de l'EPT du MENFP sur la composante 1.2 « Programme d'exonération de scolarité ». Ainsi, au 30 septembre 2019, l'allocation du budget se présente comme suit, par organisme d'exécution:

	UTE/MEF	UCP/MENFP	EPT/MENFP	TOTAL
Composante 1. Expansion de l'accès à l'éducation	\$ 5,579,000	\$ -	\$ 9,836,062	\$ 15,415,062
1.1 Amélioration de l'accès à l'infrastructure	5,579,000	-	-	5,579,000
1.2 Programme d'exonération de scolarité	-	-	9,836,062	9,836,062
Composante 2. Amélioration de la qualité des services	-	4,163,800	-	4,163,800
2.1 Formation en service des maîtres	-	3,213,800	-	3,213,800
2.2 Programme de DPE	-	950,000	-	950,000
Composante 3. Renforcement Institutionnel/Gouvernance	-	2,796,800	-	2,796,800
3.1 Renforcement du MENFP	-	596,800	-	596,800
3.2 Nouveaux outils d'évaluation pour les 1ères années	-	2,200,000	-	2,200,000
Composante 4. Administration et Supervision du projet	-	1,612,930	-	1,612,930
4.1 Coordination du projet	-	1,242,930	-	1,242,930
4.2 Révision intermédiaire	-	120,000	-	120,000
4.3 Audit	-	250,000	-	250,000
Imprévus	-	11,408	-	11,408
TOTAL	<u>\$ 5,579,000</u>	<u>\$ 8,584,938</u>	<u>\$ 9,836,062</u>	<u>\$ 24,000,000</u>

Le présent rapport concerne uniquement les fonds gérés par l'UTE du MEF d'un montant de \$ 5, 579, 000. Le financement de l'UCP du MENFP a été interrompu au 30 septembre 2018. Les fonds gérés par l'EPT du MENFP ont fait l'objet d'un rapport d'audit séparé pour l'exercice terminé au 30 septembre 2020.

2. Principales Conventions Comptables

Base de présentation

Les états financiers et l'état des investissements cumulés ont été préparés sur une base de comptabilité de caisse conformément aux dispositions de l'Accord de Don et aux directives de la BID pour la présentation des rapports financiers. La comptabilité de caisse tient compte des transactions et opérations uniquement lorsque les fonds (et/ou l'équivalent des fonds) ont été reçus ou décaissés par l'entité, et non pas lorsqu'ils donnent lieu, augmentent ou créent des droits ou des obligations alors qu'aucun mouvement de fonds n'a eu lieu.

Financements

Les financements présentés aux états financiers sont constitués des décaissements sur compte (dénommés avances de fonds) et des paiements directs aux fournisseurs, effectués par la BID.

Engagements contractuels

Les engagements contractuels représentent les balances dues sur les contrats de travaux, biens et services. Ils sont présentés dans un rapport séparé à titre d'information.

Monnaies

Les livres sont tenus en gourdes et en dollars des États-Unis d'Amérique et les états financiers sont présentés en dollars américains. Les décaissements en gourdes sont convertis à leur valeur équivalente en dollars américains, selon le taux de change établi par la Banque de la République d'Haïti (BRH) aux différentes dates de transactions, qui a varié de Gourdes 91.4541 à 121.2562 pour l'exercice terminé au 30 septembre 2020.

Le solde de l'encaisse en Gourdes au 30 septembre 2020 a été converti au taux de la Banque de la République d'Haïti (BRH), en vigueur à cette date, soit Gourdes 65.9193 pour un (1) dollar américain.

Les redressements résultant de cette conversion sont présentés séparément à titre de composante de l'encaisse.

Impôts et taxes

Les impôts et taxes applicables au Programme d'Appui au Plan et à la Réforme de l'Éducation en Haïti, exécuté par l'UTE, qui est un organisme sous tutelle du Ministère de l'Économie et des Finances, sont constitués du reversement des taxes et impôts prélevés à la source sur les employés et des contrats de services signés avec les consultants locaux et/ ou internationaux.

3. Encaisse

Le solde de l'encaisse au 30 septembre est ainsi constitué :

	Au 30 septembre	
	2020	2019
BRH - Dollars	\$ 39,917	\$ 614,250
BRH - Gourdes	58,452	10,423
Total	\$ 98,369	\$ 624,673

4. Réconciliation des mouvements sur les comptes désignés au 30 septembre 2020

Le solde du compte désigné au 30 septembre 2020 se résume comme suit:

Solde des comptes désignés au 30 septembre 2019	\$ 624,673
Avances reçues durant la période audité	-
Fonds disponibles sur les comptes spéciaux	624,673
Dépenses totales de la période audité	(548,278)
Excédent des montants reçus sur les montants décaissés	76,395
Redressement de conversion de devises	21,975
Soldes des comptes désignés au 30 septembre 2020	\$ 98,369

5. Financements

Au 30 septembre 2020, la BID a décaissé 87% de sa contribution au programme. Les contributions décaissées se présentent comme suit :

Requête No 1 – 20 août 2015 (Avance de fonds)	\$ 100,000
Requête No 4 – 18 avril 2016 (Avance de fonds)	1,200,000
Requête No 8 – 27 mars 2018 (Avance de fonds)	1,500,000
Requête No 10 – 14 janvier 2019 (Avance de fonds)	1,141,821
Total	\$ 3,941,821

6. Dépenses effectuées non encore soumises

Au 30 septembre 2019, les dépenses effectuées non encore soumises étaient égal à zéro. Durant l'exercice terminé au 30 septembre 2020, des dépenses ont été encourues pour un montant total de \$ 548,278 constitué du montant de la requête de justification No. 12 totalisant un montant de \$ 515, 735, non encore traitée par la BID au 30 septembre 2020.

Ainsi, les dépenses effectuées non encore soumises totalisent un montant de \$ 32,543 au 30 septembre 2020 et se présentent comme suit :

Dépenses effectuées non encore soumises au 30 septembre 2019	\$ -
Dépenses de la période	548,278
Requête No. 12	<u>(515,735)</u>
Dépenses effectuées non encore soumises au 30 septembre 2020	<u>\$ 32,543</u>

7. Avances en Attente de Justification

Au 30 septembre 2019, le solde des avances en attente de justification par l'UTE du MEF totalisait un montant de \$ 1, 315,228. Ce solde est demeuré inchangé au 30 septembre 2020 et est ainsi constitué:

Banque UTE/MEF	\$ 98,369
Dépenses effectuées non encore soumises à la BID	32,543
Dépenses soumises, non encore traitées par la BID au 30 septembre 2020	1,184,501 ⁽¹⁾
Erreur de traitement retracée à la Requête No 9, soumise à nouveau à la Requête No 11	2,183 ⁽¹⁾
Redressement cumulé de conversion de devises	(2,360) ⁽²⁾
Montant en attente de justification soumis à la Requête No 12	(10)
Différence immatérielle	<u>1</u>
Total	<u>\$ 1,315,228</u>

- (1) Les dépenses soumises non encore traitées par la BID au 30 septembre 2020 sont constituées par les requêtes justificatives No 11 d'un montant de \$ 668, 756, et No 12 d'un montant de \$ 515, 745. Ces requêtes ont été acceptées par la BID respectivement les 9 et 19 octobre 2020.

À noter que la requête No 11 a été acceptée pour un montant de \$ 670, 930, alors que le montant enregistré au flux de trésorerie est de \$ 668, 756. La différence de \$ 2, 183 qui représente une erreur de traitement retracée à la requête No 9 (montant accepté par la BID \$ 1, 564, 766 versus montant soumis par l'Unité d'Exécution \$ 1, 566, 949) a été identifiée comme une composante du solde des avances en attente de justification.

- (2) Le redressement cumulé de conversion de devises au 30 septembre 2020 représente la réévaluation du solde concilié du compte en Gourdes, aux taux de fin de mois. Ces variations, retracées au niveau du système comptable, se résument comme suit :

Redressement cumulé de conversion de devises au 30 septembre 2019		\$ (19,615)
10/31/2019	Comptabilisation de change du compte 111268832 d'octobre 2019	178
11/30/2019	Comptabilisation de change du compte 111268832 de novembre 2019	4
12/31/2019	Comptabilisation de change du compte 111268832 de décembre 2019	(29)
1/31/2020	Comptabilisation de change du compte 111268832 de janvier 2020	(86)
2/28/2020	Comptabilisation de change du compte 111268832 de février 2020	(192)
3/31/2020	Comptabilisation de change du compte 111268832 de mars 2020	(214)
4/30/2020	Comptabilisation de change du compte 111268832 de avril 2020	(2,705)
5/31/2020	Comptabilisation de change du compte 111268832 de mai 2020	(3,056)
6/30/2020	Comptabilisation de change du compte 111268832 de juin 2020	(1,984)
7/31/2020	Comptabilisation de change du compte 111268832 de juillet 2020	(2,618)
8/1/2020	Comptabilisation de change du compte 111268832 d'août 2020	1,297
9/30/2020	Comptabilisation de change du compte 111268832 de septembre 2020	<u>31,377</u>
Redressement de conversion de devises de la période		<u>21,975</u>
Redressement cumulé de conversion de devises au 30 septembre 2020		<u>\$ 2,360</u>

8. État des Soldes Budgétaires

L'État des Soldes Budgétaires est présenté à l'Annexe I.

9. Réconciliation par Catégories d'Investissement entre les Registres du Programme et les Registres de la BID

La réconciliation du Loan Management System (LMS) avec le tableau d'Investissements est présentée à l'Annexe II.

10. Engagements

Au 30 septembre 2020, le solde des engagements contractés dans le cadre du programme s'élève à un montant de \$1, 148,933.

Le tableau des engagements est présenté à l'Annexe III.

11. Évènements subséquents

En préparant les états financiers, la Direction de l'UTE a examiné tous les évènements connus qui ont pris place entre le 30 septembre 2020 et le 25 janvier 2021, date à laquelle les états financiers et les notes complémentaires ont été émis.

PROGRAMME D'APPUI AU PLAN ET À LA RÉFORME DE L'ÉDUCATION EN HAÏTI (APREH IV)

GÉRÉ PAR L'UNITÉ TECHNIQUE D'EXÉCUTION (UTE)

DU MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES (MEF)

DON DE LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)

No. 3355/GR - HA

TABLEAU DES SOLDES BUDGÉTAIRES

Au 30 septembre 2020

(Exprimé en dollars des États-Unis d'Amérique)

	Budget d'Investissements	Investissements cumulés au 30 septembre 2020	Soldes Budgétaires
Composantes et Catégories d'Investissements			
1. Expansion de l'accès à l'Éducation			
1.1 Amélioration de l'accès à une infrastructure de qualité	\$ 5,579,000	\$ 3,845,811	\$ 1,733,189
TOTAL	\$ 5,579,000	\$ 3,845,811	\$ 1,733,189

ANNEXE II

PROGRAMME D'APPUI AU PLAN ET À LA RÉFORME DE L'ÉDUCATION EN HAÏTI (APREH IV)

GÉRÉ PAR L'UNITÉ TECHNIQUE D'EXÉCUTION (UTE)

DU MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES (MEF)

DON DE LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)

No. 3355/GR - HA

RÉCONCILIATION DES REGISTRES COMPTABLES AVEC LE LMS

Au 30 septembre 2020

(Exprimée en dollars des États-Unis d'Amérique)

	BUDGET BID 3355	DÉPENSES ACCEPTÉES AU TITRE JUSTIFICATION D'AVANCE	DÉPENSES NON ENCORE SOUMISES AU 30 SEPTEMBRE 2020	DÉPENSES SOUMISES NON ENCORE TRAITÉES AU 30 SEPTEMBRE 2020	DÉPENSES CUMULÉES	DÉPENSES CUMULÉES PRÉSENTÉES AU LMS	DIFFÉRENCES
Composantes et Catégories d'Investissements							
1. Expansion de l'accès à l'éducation	\$ 5,579,000	\$ 2,628,777	\$ 32,543	\$ 1,184,501	3,845,811	\$ 2,626,593	\$ 1,219,218
TOTAL	\$ 5,579,000	\$ 2,628,777	\$ 32,543	\$ 1,184,501	\$ 3,845,811	\$ 2,626,593	\$ 1,219,218 ⁽¹⁾

⁽¹⁾ Ce montant est constitué des éléments suivants:

Dépenses non encore soumises à la BID 30 septembre 2020 \$ 32,543 (Note 6)

Dépenses soumises non encore traitées par la BID 30 septembre 2020 1,184,491 (Note 7)

Erreur de traitement de la requête de justification No. 9 2,183 (Note 7)

Différence immatérielle 1

\$ 1,219,218

PROGRAMME D'APPUI AU PLAN ET À LA RÉFORME DE L'ÉDUCATION EN HAÏTI (APREH IV)

GÉRÉ PAR L'UNITÉ TECHNIQUE D'EXÉCUTION (UTE)

DU MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES (MEF)

DON DE LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)

No. 3355/GR - HA

TABLEAU DES ENGAGEMENTS

Au 30 septembre 2020

(Exprimé en dollars des États-Unis d'Amérique)

1.1	Amélioration de l'accès à une infrastructure de qualité	Numéro du marché	Entrepreneur/Prestataire	Montant engagé	Montant décaissé	Solde des Engagements
	Campagne de reconnaissance géotechnique		LNBTP	\$ 17,643	\$ 17,643	\$ -
	Relevés topographiques	GG-SP-MEF-021 ET 040	Ornylus Augusting	26,783	26,783	-
	Études architecturales des 5 écoles dans le département de l'Ouest	GG-CE-MEF-159	William Gary Douyon	85,673	85,673	-
	Construction de 5 écoles publiques dans le département de l'Ouest	AOI-CT-MEF-198	CESA	1,495,937	1,364,806	131,131
	Construction de 5 écoles publiques dans le département de l'Ouest	AOI-CT-MEF-199	SD Construction S.A	1,779,836	989,738	790,098
	Construction de 5 écoles publiques dans le département de l'Ouest	AOI-CT-MEF-200	GB Design et Construction	838,286	714,597	123,689
	Supervision des travaux de construction de 5 écoles publiques dans le département de l'Ouest	AOI-CS-MEF-80	BEJV/MIYAMOTO	429,318	389,131	40,187
	Fabrication et montage d'équipements et de mobiliers pour les écoles nationales d'herbe à flèches		Centre Polyvalent de Formation Professionnelle	158,969	95,141	63,828
TOTAL				\$ 4,832,444	\$ 3,683,511	\$ 1,148,933